

# Cabinet Elizabeth MARTIN

ELIZABETH C. MARTIN

Docteur en Droit  
Ancien Conseil en Propriété Industrielle  
Dépôts de brevets, dessins et modèles, marques dans le monde entier  
Mandataire OMPI, OHMI, OEB  
Droit Général des Affaires  
Avocat à la Cour

42, Avenue Montaigne

75008 - PARIS

Tel : 01 53 67 56 23 - 06 08 23 49 97

Fax : 01 53 67 56 25

E-mail : lizmartin@wanadoo.fr

Marcella A. Stapor

Claude Faure

Kath A. Roberts

Rémy Carlaud  
Bernard Grimaldi  
Frédéric Gillet

VR :

NR :

Paris, Le 26 mars 2007

**AFF : TECHLAND – contrefaçon du jeu vidéo/ludiciel "CALL OF JUAREZ"**

→ **Mise en demeure**

→ **Délai de réponse : quatorze (14) jours à compter de la date d'envoi de la présente lettre**

Monsieur,

Nous nous adressons à vous en qualité de Conseils de la société de Droit polonais **TECHLAND** Société à responsabilité limitée, seule et unique titulaire et propriétaire des droits d'auteur en France du jeu vidéo commercialisé sous le titre "**CALL OF JUAREZ**", ci-après le « **JEU** ».

## 1. TECHLAND

Notre cliente a mis en œuvre une expertise technico légale, constatant et établissant les preuves de contrefaçons, en recherchant et en identifiant les adresses Internet à partir desquelles le JEU est mis à disposition et propagé sur Internet grâce à des logiciels de partage de fichiers, dits « peer-to-peer » (P2P) (ou « pair-à-pair » en français) qui permettent à des tiers de le télécharger illicitement, sans son consentement ou sans licence de sa part.

## 2. Preuve

Notre cliente est en possession des preuves irréfragables qu'aux jour et heure ci-après, [REDACTED] le JEU a été mis à disposition à partir de l'adresse Internet (ou adresse IP ou encore "internet Protocol") suivante [REDACTED] pour être téléchargé illicitement par des tiers.

Or, à la suite d'une Ordonnance en date du 22 janvier 2007 rendue par le Président du Tribunal de Grande Instance de Paris, le fournisseur d'accès à Internet Free, SAS vous a identifié comme étant l'abonné/ée titulaire de l'adresse IP précitée.

Publié par RATATUM.COM

### 3. Acte illégal et Conséquences

Le partage du JEU sans licence est non seulement illégal, mais cause cumulativement un dommage substantiel à notre cliente. En effet, chaque copie du JEU qui est téléchargée, représente une perte importante de chiffre d'affaires et revient à entrer dans un magasin, à prendre un exemplaire du JEU sans en acquitter le prix de vente et à en donner une copie à qui la demande.

Vous n'ignorez pas :

- que « L'auteur d'une œuvre de l'esprit jouit sur cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous. » : Article L. 111-1 du Code de la Propriété Intellectuelle,
- que « Toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture ou de toute autre production, imprimée ou gravée en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, est une contrefaçon ; et toute contrefaçon est un délit. » : Article L. 335-2 al. 1 du Code précité,
- que « La contrefaçon en France d'ouvrages publiés en France ou à l'étranger est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300.000 euros d'amende. » : Article L. 335-2 al. 2 du Code précité,
- et que « Est punie de trois ans d'emprisonnement et 300.000 euros d'amende, toute fixation, reproduction, communication ou mise à disposition du public, à titre onéreux ou gratuit, ou toute télédiffusion d'une prestation, d'un phonogramme, d'un vidéogramme ou d'un programme, réalisée sans l'autorisation lorsqu'elle est exigée, de l'artiste-interprète, du producteur de phonogrammes ou de vidéogrammes ou de l'entreprise de communication audiovisuelle. » : Article L.335-4 dudit Code.

Le principe du peer-to-peer reposant sur l'idée que tout ce qui est reçu doit être mis en partage sur le réseau, l'acte de partage est suffit pour retenir la contrefaçon.

Comme vous le comprenez les sanctions de la contrefaçon dont vous vous êtes rendu coupable, sont à la fois pénales et civiles.

### 4. Conséquences d'une Assignation sur Plainte pour Contrefaçon

Considérant l'ampleur du dommage que le partage de fichiers cause à notre cliente, celle-ci entend faire respecter ses droits de la manière la plus stricte, afin de faire cesser le détournement en masse de sa propriété. Nous vous prions de noter que s'il s'avérait nécessaire de vous attirer en Justice pour contrefaçon des droits d'auteur de notre cliente, les coûts de la procédure seraient substantiels. Vous n'ignorez pas en effet que dans le cadre d'une procédure civile la partie qui perd ne supporte pas seulement ses coûts, mais également ceux de la partie qui gagne, et pour votre information les dommages et intérêts auxquels sont condamnés les contrefacteurs vont de quelques centaines d'euros à des milliers d'euros.

Considérant la nature des preuves réunies par notre cliente, et que nous avons présentées au Président du Tribunal de Grande Instance en vue de l'obtention de l'Ordonnance du 22 janvier 2007, nous avons informé notre cliente qu'une plainte déposée à votre encontre aurait gain de cause et que vous devriez par conséquent la dédommager. En outre, nous demanderions au Tribunal de vous condamner à contribuer aux frais de procédure de notre cliente. Dans le cas où vous ne seriez pas en mesure de régler les dommages et intérêts et autres sommes mises à votre charge par le Tribunal, notre cliente se verrait dans l'obligation de réclamer sa créance en faisant procéder à la vente de vos biens.

### 5. Offre de Règlement Amiable

Le but de notre cliente est de faire cesser le détournement en masse de sa propriété.  
Elle est prête à vous accorder la possibilité d'éviter une action judiciaire.

Pour ce faire, nous sommes amenés à vous enjoindre de nous adresser :

- a. votre engagement écrit de ne pas télécharger, de ne pas mettre à disposition ou encore de ne pas partager le JEU de notre cliente, à quelque moment que ce soit dans le futur, grâce à votre adresse IP précitée au §2 ci-dessus, ou grâce à une quelque autre adresse IP ;
- b. votre engagement écrit d'effacer ou encore de supprimer toutes les copies du JEU de votre disque dur et du fichier de partage du logiciel peer-to-peer que vous avez utilisé et toutes autres copies sauvegardées en quelque forme et sur quelque support que ce soit, et
- c. votre paiement de 400 € pour compensation des pertes de notre cliente et contribution à ses frais encourus à ce jour.

### 6. Paiement et Engagements - Délai

Vous pouvez nous adresser à l'adresse de notre Cabinet ci-dessus en tête des présentes :

- vos engagements mentionnés au §5 (a) et (b), en signant la page « **Engagement** » jointe à la présente lettre,
- accompagnés de votre règlement et de la page dite « **Formule de Paiement** » également jointe à la présente.

Le règlement doit être fait par chèque bancaire ou transfert bancaire.  
Aucune autre forme de règlement ne sera acceptée.

Vous voudrez bien noter que vos engagements représenteront un accord entre vous-même et notre cliente et que si vous enfreignez cet accord, notre cliente n'aura d'autre choix que de vous poursuivre en Justice.

**Le délai qui vous est imparti pour répondre à la présente lettre est de quatorze (14) jours à compter de la date d'envoi de la présente lettre.**

### 7. Début de la Procédure Judiciaire

Nous attirons d'ores et déjà votre attention sur le fait que nous avons ordre de vous attirer en Justice sans autre notification, dans le cas où ni le paiement de la somme indiquée ci-dessus au §5 c), ni vos engagements, ne seraient reçus à notre Cabinet dans le délai de quatorze (14) jours précité.

**SOUS TOUTES RESERVES**

Veuillez agréer Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

  
Cabinet Elizabeth MARTIN

**ENGAGEMENT**

A : **TECHLAND, SARL**  
ul. Żółkiewskiego 3  
63-400 Ostrów Wielkopolski  
POLOGNE

Je, soussigné/ée, [REDACTED], m'engage par les présentes irrévocablement comme suit :

1. à ne pas télécharger, à ne pas mettre à disposition, à ne pas partager le jeu vidéo commercialisé sous le titre « **CALL OF JUAREZ** » de la société **TECHLAND**, à quelque moment que ce soit dans le futur, soit à partir de mon adresse IP [REDACTED], soit à partir d'une quelconque autre adresse IP ;
2. à effacer ou encore à supprimer toutes les copies du JEU précité du disque dur de mon ordinateur et du fichier de partage du logiciel peer-to-peer que j'ai utilisé, ainsi qu'à effacer ou encore à supprimer toutes les copies du JEU sauvegardées en quelque forme et sur quelque support que ce soit ;
3. à payer 400 € au Cabinet Elizabeth MARTIN, à titre d'une part de compensation des dommages causés à la société **TECHLAND** du fait de la contrefaçon dont je me suis rendu/ue coupable et d'autre part de contribution aux frais engagés à ce jour par la société **TECHLAND** pour m'identifier.

Date : .....

Signature : .....

Nom en lettres majuscules : .....

**FORMULAIRE DE PAIEMENT**  
**EXCLUSIF POUR**  
**DÉDOMMAGEMENT DU**  
**CLIENT : Société TECHLAND, SARL**  
**JEU : « CALL OF JUAREZ »**  
**REF : [REDACTED]**

### FORMULAIRE DE PAIEMENT

Veuillez cocher l'UN des carrés ci-dessous selon votre mode de règlement et nous retourner ce formulaire.

<b>(a) CHEQUE</b> Libellé au nom de Cabinet Elizabeth MARTIN	<input type="checkbox"/>
<b>(b) VIREMENTBANCAIRE</b> J'ai envoyé le paiement de 400 € au compte ci-dessous : Date du transfert bancaire : .....  Nom et Signature : ..... Titulaire du sous-compte : Cabinet Elizabeth MARTIN N° du sous-compte : 803 123 45 6789 IBAN : FR 7630 588 91234 56789 10123 Adresse de la banque : BARCLAYS BANK, 32, Avenue George V – 75008 Paris Ref. : [REDACTED]	<input type="checkbox"/>